

**Union européenne - Conseil**  
**«Emploi, politique sociale, santé et**  
**consommateurs» - Contribution à la**  
**stabilité et à la paix dans le monde :**  
**le Conseil adopte des améliorations**  
**à l'instrument d'aide de l'UE -**  
**Communiqué de presse du Conseil**  
**de l'Union européenne**  
(Bruxelles, 07 décembre 2017)

Le 7 décembre, le Conseil a adopté un règlement améliorant l'instrument de l'UE contribuant à la stabilité et à la paix.

Cette mesure relève d'un cadre stratégique au niveau de l'UE pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité. Elle aligne les objectifs de l'instrument sur les engagements pris par l'UE en vue d'atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies et sur le nouveau consensus européen pour le développement, récemment adopté.

L'instrument révisé introduit la possibilité pour l'UE de financer des mesures à l'appui du renforcement des capacités pour favoriser la sécurité et le développement (RCSD) des acteurs militaires dans les pays partenaires, dans l'objectif de contribuer au développement durable et en particulier à l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives.

Le règlement sera officiellement signé à Strasbourg le 12 décembre. Il sera publié le 15 décembre et entrera en vigueur le 16 décembre.

L'instrument de l'UE contribuant à la stabilité et à la paix a été institué pour la première fois en 2014 et faisait partie de la nouvelle génération d'instruments de l'UE pour le financement de l'action extérieure. Il est l'un des principaux outils permettant de contribuer à prévenir les crises dans les pays tiers et à y réagir, dans le cadre des efforts déployés pour garantir un environnement sûr et stable.

En vertu des nouvelles règles adoptées ce jour, l'UE sera en mesure de fournir une aide au secteur de la sécurité et, dans des circonstances exceptionnelles, de soutenir les acteurs militaires de diverses manières, notamment par:

. un soutien financier destiné à accroître les compétences du secteur militaire en vue de la réalisation de tâches liées au développement et à la sécurité humaine, telles que la reconstruction et la réhabilitation d'infrastructures civiles, les opérations de déminage et les missions de protection civile ;

. la fourniture d'équipements et d'infrastructures au secteur militaire dans les domaines des technologies de l'information, des transports, des communications, des infrastructures d'approvisionnement en eau et de l'assainissement ;

. la formation, le mentorat et le conseil.

Le règlement ne permet pas que l'aide de l'UE soit utilisée pour le financement de dépenses militaires récurrentes, pour la fourniture d'armes et de munitions ou d'équipements létaux ni pour des formations au combat.

Un montant de 100 millions d'euros sera affecté à ces nouvelles mesures pour la période allant de 2018 à 2020./.